



PEU IMPORTANT LES INTERLOCUTEURS...

Nous n'avons pas souhaité commenter le jeu des chaises musicales qui s'est prolongé tout au long de la semaine dernière au plus haut sommet de l'État. Comme tout un chacun, nous avons été spectateurs des rumeurs de départs et d'arrivées, puis des annonces, des passations de pouvoir. Si certains soignent leur exercice de communication, d'autres se sont allègrement pris les pieds dans le tapis. Et certains ministères ont pour le moment disparu des radars et non des moindres : transports, logement, industrie et même la fonction publique, alors que nos fédérations sont en attente de garanties sur leurs rémunérations et le devenir de leurs statuts.

Ce changement de casting n'est pas de nature à faire changer la ligne de la confédération. Pour FO, peu important les interlocuteurs, tant qu'ils restent dans le champ républicain. FO continue et continuera de porter ses revendications en toute indépendance.

Rapidement, le nouveau Premier ministre a annoncé son souhait de rencontrer les forces vives, parmi lesquelles les interlocuteurs sociaux. Le rendez-vous est pris cette semaine à Matignon. Puis en début de semaine prochaine avec la nouvelle ministre du Travail et de la Santé. La confédération remettra son cahier revendicatif lors de la réunion des forces vives proposée par le Premier ministre. Nous irons rappeler la place de chacun, la place des pouvoirs publics et la place du paritarisme. FO entend aller négocier dans tous les lieux dédiés au dialogue social, au paritarisme et à la négociation collective, l'amélioration des droits des salariés et de leurs conditions de travail. Nous irons

aussi rappeler que « *pour négocier, il faut être deux!* ».

Nous irons réaffirmer nos revendications pour l'augmentation générale des salaires – dans le public comme dans le privé – et du pouvoir d'achat, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises, l'abrogation de la réforme des retraites, ou encore le rétablissement de services publics dotés de moyens et de personnels sur l'ensemble du territoire.

Nous irons partager nos inquiétudes sur la forte hausse des faillites d'entreprise et les suppressions

d'emplois qu'elles engendrent, à la faveur d'une inflation forte et d'une conjoncture dégradée. Face à la casse sociale programmée par le démantèlement annoncé du groupe Casino, nous irons exprimer la détresse des salariés qui craignent légitimement pour leur emploi.

Nous redirons et porterons au Premier ministre,

par un courrier qui lui sera remis, notre opposition à la loi immigration qui comporte, de l'aveu même du gouvernement, des mesures non constitutionnelles. Ce texte, profondément inégalitaire, discriminatoire et stigmatisant, notamment vis-à-vis des travailleurs sans papiers, le plus régressif de ces quarante dernières années, porte gravement atteinte aux principes républicains d'égalité et de solidarité.

Nous irons, enfin, nous assurer que les quelques engagements issus de la conférence sociale du mois d'octobre ne tombent pas aux oubliettes : l'examen des dispositifs nombreux et coûteux d'aides et d'exonérations aux entreprises, le travail sur les minima de branches en dessous du Smic, l'engagement de respect des accords issus de la négociation collective.

**Nous irons
aussi rappeler que
« pour négocier,
il faut être deux! »**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr